

DÉCARBONATION

Démarré sur sol vaudois, AgrolImpact ambitionne de conquérir la Suisse

Vincent Gremaud

Lancé dans le but de valoriser sur les marchés les efforts fournis par les agriculteurs pour améliorer le bilan carbone de leurs exploitations, le projet AgrolImpact poursuit sa croissance.

Le mardi 17 mars 2026, AgrolImpact a organisé, à Yverdon-les-Bains (VD), une première séance d'information destinée aux agriculteurs intéressés à améliorer le bilan carbone de leur exploitation. Une soixantaine de personnes ont répondu présent, dont environ un tiers d'agriculteurs qui ont déjà pris part au projet en 2025.

En préambule, Christophe Longchamp, président de Prométerre, a souligné que son exploitation faisait partie des 20 fermes pilotes qui ont participé au développement d'AgrolImpact. «Ce projet a été lancé par Prométerre», a-t-il rappelé. «Aujourd'hui, AgrolImpact est devenu romand et l'idée est de passer à l'échelle nationale.»

Fonctionnement du projet

Directrice d'AgrolImpact, Aude Jarabo a confirmé cette volonté de croissance. Actuellement, 288 exploitations participent au projet. «Notre ambition est d'atteindre les 1000 exploitations d'ici l'an prochain, puis la barre des 5000 en 2030», a-t-elle précisé. «À terme, nous visons les 10000 exploitations, à l'horizon 2050.»

Le principe d'AgrolImpact est de rechercher sur les mar-



Nicolas Vincent, Aude Jarabo, Gilbert Ramuz et le collaborateur de Proconseil Nicolàs Cauda (de gauche à droite) sont intervenus lors de la séance d'information vaudoise d'AgrolImpact, qui s'est tenue à Yverdon-les-Bains (VD).

V. GREMAUD

chés une valorisation des efforts fournis par les agriculteurs pour réduire l'empreinte carbone de leurs exploitations. Contrairement aux crédits carbone, dont la vente vient améliorer le bilan carbone des producteurs acheteurs, AgrolImpact permet également de maintenir dans le secteur agricole les efforts réalisés.

Concrètement, les financeurs apportent leurs contributions à prix fixes, sur une durée de six ans. «À titre d'exemple, les contributions, en 2025, se sont montées à 12 fr./t de lait, à 45 fr./t de tournesol et à 30 fr./t de colza», a indiqué Aude Jarabo.

La plateforme AgrolImpact redistribue aux exploitations ces montants sous forme de primes, après un prélèvement de 10% pour constituer une réserve afin de financer les analyses de sols en fin de programme. La répartition de ces fonds se fait à 40% selon un principe solidaire (une prime fixe) et à 60% selon les résultats individuels (une prime d'impact).

Pour financer une production, il faut donc d'abord trouver des contributeurs. «L'offre crée aussi la demande. Nous l'avons vu avec des fromages AOP», a expliqué Aude Jarabo. «Des distributeurs ont vu sur

notre plateforme que des producteurs en proposaient et ces distributeurs ont décidé d'acheter ces produits.»

Dès qu'un financement s'ouvre pour un produit, les fermes déjà adhérentes au projet peuvent toucher une prime en fonction des produits écoulés. Les premiers exploitants inscrits sont donc les premiers servis. «Actuellement, nous avons des financements disponibles pour du lait (non bio, via Mooh) et de la betterave sucrière conventionnelle», a précisé Aude Jarabo. «Nous pourrions probablement ouvrir prochainement des quantités de viande bovine et de volaille.»

Nouveautés 2026 et bilan vaudois 2025

À partir de cette année, les bilans carbone des exploitations peuvent être calculés avec un nouvel outil, appelé World Climate Farm Tool (WCFT), ce qui permet d'ouvrir le dispositif à l'ensemble de la Suisse. La plateforme de financement d'AgrolImpact est désormais aussi consultable en ligne.

L'an passé, 176 exploitations vaudoises ont participé au projet. Elles ont obtenu au total près de 336 000 francs de primes climat. Les mesures prises dans le cadre du projet ont permis de réduire les

émissions de quelque 1200 t éq. CO₂ et de stocker 2240 t éq. CO₂ supplémentaires.

Témoignages d'agriculteurs

Agriculteur à Vallamand (VD), Nicolas Vincent gère avec son frère Raphaël une exploitation de 128 ha orientée vers les grandes cultures et l'engraissement de poulets. «Chez nous, il y a très peu de leviers d'action pour réduire notre empreinte carbone puisque nous pratiquons le non-labour depuis déjà quinze ans», a relevé Nicolas Vincent, en regrettant l'impossibilité de valoriser les efforts fournis avant l'inscription à AgrolImpact. En passant leur chisel à une profondeur moindre et en veillant à diminuer leur consommation de carburant, Nicolas et Raphaël pourront réduire leur bilan carbone de 18%.

À Corcelles-le-Jorat (VD), les deux exploitations mixtes (lait d'industrie et grandes cultures) de Gilbert et Christian Ramuz participent à AgrolImpact. Ils ont amélioré leur empreinte en réduisant l'âge au premier vêlage, en diminuant le taux de renouvellement du troupeau, en donnant moins de concentrés protéiques à leurs vaches, en optimisant la fertilisation azotée et en travaillant moins leurs sols. «Il y a plus de potentiel avec l'élevage qu'avec les grandes cultures», a commenté Gilbert Ramuz.

Directeur de Prométerre, Martin Pidoux a recommandé aux agriculteurs intéressés de franchir le pas: «AgrolImpact est perfectible, nous le savons. Ceux qui montent dans le train maintenant vont participer à l'améliorer.»

L'ÉCOLE À LA FERME

Un accueil qui répond à une demande importante

Fabienne Morand

En 2025, sur les quelque 72 000 élèves suisses qui se sont rendus sur un domaine agricole, près de 30% ont découvert l'agriculture dans une ferme romande.

La diversité de l'agriculture et donc de l'accueil à la ferme s'illustre au sein de l'Association romande L'École à la ferme. Leur assemblée générale s'est tenue, lundi 16 mars, Au Safran fribourgeois, à Grolley (FR).

Les suggestions du comité ont généré des échanges constructifs et montré la diversité des profils de ces professionnels de la terre. Si les statuts revus ont été adoptés, le comité va retravailler ses propositions pour la charte et le protocole d'adhésion avant de les soumettre au vote. L'objectif: montrer une agriculture active et productive. L'ajout de

ce dernier terme dans les statuts a notamment pour volonté d'éviter que des «fermes zoos» rejoignent L'École à la ferme. Le but premier étant de rappeler que l'agriculture a pour mission de produire de la nourriture – qu'elle soit végétale ou animale – pour la population. La participation à l'assemblée générale et à la journée de formation annuelle a été discutée.

Plus de cadrage

Ce lundi, sur la centaine de membres, une quarantaine a effectué le déplacement jusqu'à Grolley. Il a été rappelé que la présence aux assemblées générales est obligatoire. Certes, il est toujours possible de s'excuser en cas d'empêchement. Cependant, le comité a constaté que des membres, dont certains qui font beaucoup d'accueils à la ferme, ne sont jamais présents et s'excusent rarement alors qu'ils perçoivent un soutien financier pour leur accueil. Concernant la journée de formation, la qualité du contenu proposé ces dernières années a

été en partie critiquée. Un point sur lequel le comité a travaillé. Cet automne, la formation portera sur la sécurité des enfants à la ferme, avec l'ajout d'un volet sur les assurances et les questions juridiques. L'appel à des intervenants professionnels aura un coût. Par contre, si le prestataire est aussi le répondant sécurité sur son exploitation, ce cours comptera pour AgriTOP.

L'augmentation des accueils est parmi les raisons de cette volonté de cadrer davantage. Car L'École à la ferme n'est pas seulement une sortie récréative pour les écoliers. Il s'agit avant tout de proposer une activité éducative de qualité, composée d'expériences et de découvertes. Elle doit aussi susciter une réflexion chez chacun: d'où vient la nourriture? Comment elle est produite, ici? «Je voudrais que ce soit tout le temps la même journée, tellement c'était bien», s'était exclamé un écolier lors des 40 ans de L'École à la ferme, fêtés, en 2025, à Vuflens-la-Ville (VD).



Moins de la moitié des membres se sont rendus à l'assemblée générale.

F. MORAND

En chiffres

21 390 élèves ont été accueillis dans une ferme en Suisse romande en 2025, soit 2271 de plus qu'en 2024.

101 fermes sont membres de l'Association romande L'École à la ferme, dont 19 nouvelles pour 2026.

43 prestataires vaudois, il s'agit de la plus grande section, suivie par Fribourg (15 prestataires) et Jura-Jura bernois (15), Genève (13), Neuchâtel (9) et le Valais (4).

1324,90 francs de déficit pour 2025 sur un total de charges de 27 314,90 francs.

Brève

Agriculture soutenue

En mars 2026, l'Aide suisse à la montagne a alloué près de 3,4 millions de francs à 53 projets portés par des petites et micro-entreprises actives dans les régions de montagne. Ces projets, répartis sur 14 cantons, concernent principalement l'agriculture (2,19 millions et 37 projets), le tourisme, l'artisanat, l'énergie et la formation. L'objectif de ces contributions est double: renforcer la valeur économique locale et améliorer les conditions de vie de la population de montagne, tout en luttant contre le dépeuplement. Chaque projet soutenu contribue à la création d'emplois et à la diversification de l'économie montagnarde, permettant aux exploitations agricoles et aux artisans de se développer et de pérenniser leurs activités. Cette aide montre l'importance d'un soutien ciblé pour maintenir la vitalité des régions rurales et garantir leur avenir. (COMM.)